

Laurent Touchard : Forces armées africaines, caractéristique, capacités et prospective

Autor(en): **Chambaz, Grégoire**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2017)**

Heft 6

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-781618>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Mowag *Piranha* de l'armée nigérienne capturé par les combattants de Boko Haram, repris fin 2014 par les forces nigériennes (le cliché choisi ici). Le blindé figure sur plusieurs vidéos de propagande de l'organisation d'Aboubakar Shekau. Sa « saisie » par les soldats nigériens est donc symboliquement importante et peut être considérée comme une petite victoire morale. Victoire qui malheureusement n'a pas été relayée comme elle aurait dû l'être. (Légende originale de Laurent Touchard)

Afrique

Laurent Touchard : Forces armées africaines, caractéristiques, capacités et prospective

Cap Grégoire Chambaz

Rédacteur adjoint RMS+

Laurent Touchard est historien militaire, chercheur indépendant et spécialiste du fait militaire africain. En 2017, il publie un dictionnaire de 600 pages sur la question, intitulé *Forces Armées Africaines 2017: Organisation, équipements, état de lieux et capacités* (voir couverture, pages suivantes). Laurent Touchard a accepté de répondre à nos questions. Dans cet interview, il décrypte pour la RMS les caractéristiques, capacités, compétences, aspirations et perspectives des forces armées africaines. Laurent Touchard invite à repositionner le regard occidental sur ces forces méconnues et – parfois – déconsidérées. Enfin, il s'essaye à dégager des enseignements qui pourraient en être tirés pour les forces armées occidentales.

RMS : Avant tout, vous êtes l'auteur d'un considérable volume sur le fait militaire africain. Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à rédiger *Forces armées africaines* ?

Laurent Touchard : En premier lieu, il y a un « goût » de l'Afrique, pour la complexité du continent dans toute sa diversité et ses fragmentations, dans son Histoire qui est d'une immense richesse. Ensuite, je constate depuis des années que l'Afrique militaire contemporaine est rarement appréhendée dans sa dimension opérationnelle, alors que de thématiques plus « juridiques », comme les RSS¹ et les DDR², recueillent une attention particulière. Dans une « approche globale » d'observations et de réflexions, l'étude des RSS et DDR est indispensable (j'en parle évidemment dans mon ouvrage), mais les forces africaines ne s'arrêtent pas elles. Essayer de comprendre lesdites forces passe également par ce qu'elles sont sur le terrain, dans leur fonctionnement guerrier. Fonctionnement qui est influencé par tout ce que l'on trouve

en amont de l'opérationnel. J'ai donc voulu proposer un ouvrage sur les armées africaines, dans lequel l'opérationnel occuperait une place dans la réflexion d'ensemble, tout comme j'ai voulu réconcilier la mise en perspective et le factuel.

RMS : Ce concernant, comment évaluer les capacités opérationnelles des forces armées africaines ?

LT : Quel serait le premier critère pour évaluer les capacités opérationnelles des forces armées africaines ? La professionnalisation semble s'imposer d'entrée. Pour autant, le sens du concept en Afrique n'est pas nécessairement le même qu'au nord de la Méditerranée. En effet, la dépolitisation de l'armée, considérée comme un indicateur majeur de professionnalisation, n'est pas toujours la condition sine qua non de ce critère en Afrique. L'idée de professionnalisation peut aussi se traduire par des soldats avec un niveau d'instruction correct qui savent lire et écrire, des officiers encore plus instruits. Elle peut aussi se traduire par l'existence d'un véritable corps de sous-officiers reconnus par la hiérarchie, ce qui constitue un signe de professionnalisation. La professionnalisation peut aussi signifier que les militaires sont bien formés aux missions qui sont les leurs. Les armées camerounaises, ghanéennes ou sénégalaises sont aujourd'hui remarquables en la matière, avec un niveau d'entraînement qui n'est pas « confiné » aux meilleures unités du pays, mais qui profite plutôt bien à l'ensemble des unités.

Ce critère de la formation/entraînement est prépondérant. Par « missions qui sont les leurs », entendons qu'un militaire n'est pas exclusivement destiné à mener des opérations de maintien de la paix (OMP). Sa fonction première est de faire la guerre en cas de nécessité. Penser qu'une armée est bonne parce que ses hommes savent tenir des points de contrôle routiers, parce qu'ils savent protéger des bases dans le cadre de mandats de l'ONU ou de l'UA et accessoirement protéger les civils autour de ces bases, est la première étape vers une diminution des capacités opérationnelles. L'implication dans des programmes de formation (privés ou gouvernementaux) aux OMP ne fait pas une armée opérationnelle. Il faut beaucoup plus en matière de formation et d'entraînement régulier.

L'importance du respect du droit humanitaire international (DIH) est également un indice fort de professionnalisation.

¹ Ndrl : Le concept de « réforme du secteur de la sécurité » (RSS) incite à une approche coordonnée des réformes à conduire dans les différents secteurs de la sécurité. C'est un élément essentiel des processus de paix et de stabilité au profit des pays en situation de conflit, de post-conflit ou de paix relative. D'après Bruno Clément-Bollée, Éditorial, Partenaires sécurité défense (Revue de la coopération de sécurité et de défense), n° 259, printemps 2012, Disponible sur : http://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/PSD_269_basse_def_cleob17a.pdf

² Ndrl : la notion de désarmement, démobilisation et réintégration (*disarmament, demobilization and reintegration* en anglais, DDR) est d'une politique visant à accroître la sécurité et la stabilité des environnements post-conflit. Elle est principalement employée dans l'environnement africain.

Humainement, la valeur du DIH n'est pas à démontrer. Plus cyniquement, le respect du DIH ne fait pas les victoires tactiques mais en revanche, il provoque d'interminables défaites stratégiques lorsqu'il est bafoué. Les armées africaines qui s'efforcent de progresser en la matière, même si la route est longue et que le cheminement est laborieux, peuvent être considérées dans comme s'inscrivant dans une logique de professionnalisation marquée. L'exemple du Cameroun est intéressant. Il reste beaucoup à faire. Néanmoins, il existe une prise de conscience de la nécessité du DIH. Il est crucial de dénoncer sans hypocrisie les dérives dont sont coupables les forces armées africaines. A ce titre, le Cameroun n'a pas atteint la perfection. Reste qu'il est également crucial de ne pas ignorer des avancées considérables ; et les efforts existent au sein de l'armée camerounaise.

Les critères qui précèdent ont un impact direct sur les capacités opérationnelles. Lorsqu'une armée est composée en grande majorité d'officiers (en Guinée Bissau, au moins un cinquième des effectifs sont des officiers), et que la plupart savent à peine lire ou écrire (quand ils savent lire et écrire), qu'ils ne savent pas utiliser une simple boussole ou lire une carte (par exemple au sein des forces de République Démocratique du Congo), il est évident que l'efficacité opérationnelle en souffre considérablement. Plus directement, d'autres critères qui ne relèvent pas de la professionnalisation sont à considérer, tout spécialement celui de l'adéquation des forces au regard du milieu physique, ainsi qu'au regard des menaces et dangers. Ce critère se décline à tous les niveaux, stratégique, opératif et tactique. L'impératif d'adéquation tend à être défini par l'existence d'un Livre blanc de la défense. Malheureusement, c'est rarement le cas en Afrique. L'absence d'un tel document qui fixe les grandes lignes en matière de défense et de sécurité n'empêche évidemment pas un certain dynamisme en matière de pensée stratégique, comme en Algérie. Il n'en reste pas moins qu'un tel document, qui évolue dans le temps, représente un « multiplicateur de cohérence ».

Vient ensuite l'état matériel des forces observées. Il ne s'agit pas juste de considérer leur âge, leur sophistication (ou non), mais aussi la faculté des militaires à les mettre en œuvre (ce qui renvoie à la nécessité de militaires avec une instruction scolaire et une formation militaire), dans de bonnes conditions (en l'occurrence des matériels bien entretenus) et de manière cohérente (dans un environnement où les armes seront efficaces ; l'adéquation). Il s'agit aussi de considérer le degré de standardisation des matériels. L'efficacité opérationnelle est atténuée lorsque cette standardisation est ignorée. Là encore, le manque d'un Livre blanc est susceptible d'avoir un effet néfaste. Mentionnons l'Égypte et le Soudan avec l'empilement de systèmes d'armes. Ce qui a pour conséquence un cauchemar logistique (approvisionnement d'unités avec des armes de calibres différents, gestion des pièces de rechange, etc.), mais aussi de formation, d'interopérabilité (compatibilité des moyens de transmissions).

La solidité des budgets de défense conditionne la solidité de tous ces critères et donc, conditionne aussi grandement l'efficacité opérationnelle. Là réside une des faiblesses majeures pour la plupart des armées africaines : la faiblesse des budgets de défense, la difficulté à les maintenir ou à les augmenter en période de crise. Notons qu'un budget « solide » est un budget cohérent plutôt que considérable mais incohérent (à l'image de l'Égypte,). Tous ces critères ne sont pas toujours strictement réunis. Par exemple, l'armée rwandaise est fortement politisée. Il s'agit là d'un héritage de l'idéologie révolutionnaire qui a présidé à la naissance et au développement d'une force nationale qui était au départ

une entité insurrectionnelle. En dépit de la nature du régime rwandais et d'une politisation silencieuse de l'armée, cette dernière peut être considérée comme professionnelle au regard du niveau d'instruction général, avec des soldats bien entraînés, tandis que les forces sont organisées en adéquation avec le milieu physique dans lequel elles peuvent être amenées à opérer, l'accent étant mis sur l'infanterie légère.

RMS: Que peut-on dire de leur état moral? De leur combativité?

LT: L'état moral influe considérablement sur les capacités opérationnelles. Le conflit au Nigeria, entre forces gouvernementales et Boko Haram l'illustre. Au début de l'année 2011, alors que Boko Haram monte en puissance depuis plus d'un an, l'état moral des forces armées nigérianes est mauvais. L'efficacité opérationnelle en est grandement affectée.

La « jauge » morale est elle même corrélée à des facteurs d'ordre stratégique qui, au premier abord n'ont pas de lien avec l'efficacité opérationnelle. Ces facteurs sont à la fois autonomes et à la fois connectés. Ainsi, la corruption endémique, y compris au sein de l'institution militaire, induit les facteurs qui suivent tandis que ces facteurs contribuent à alimenter la corruption.

Les retards de versement des soldes pour les militaires, l'existence de « soldats fantômes, » les conditions de vie déplorables des militaires et de leurs familles, dans des logements insalubres (sans accès à l'eau potable, avec plusieurs familles par appartement), gravitent autour du phénomène de la corruption. Dans de telles conditions, l'état moral des soldats nigériens est évidemment bas. De plus, faute d'entretien suffisant durant des années, beaucoup de matériels sont en panne ou en nombre insuffisants. La logistique est défaillante et des unités manquent même de munitions.

Le tout s'exacerbe de l'incapacité politique et militaire nigérienne à comprendre, dans un premier temps, ce qu'est Boko Haram et donc, à en distinguer les faiblesses. Ce mauvais état moral atténue l'efficacité opérationnelle nigérienne, déjà mise à mal des lacunes de la chaîne de commandement et d'une insuffisante maîtrise opérative et tactique. Les militaires nigériens ont le sentiment d'être trahis et de se sacrifier pour rien.

L'élection du Président Buhari en mars 2015 dope l'état moral des forces armées nigérianes. Des mesures prises très rapidement (programme de rénovation des logements, entraînement, efforts de modernisation des équipements, achats de nouveaux matériels) confirment aux militaires sur le terrain que le pouvoir n'est pas dans la rhétorique. De conserve avec une politique d'approche globale plus ordonnée vis-à-vis de Boko Haram, l'ensemble des décisions régénère la combativité des soldats nigériens. Ce qui survient alors que le mouvement jihadiste est également mis sous pression par les pays voisins du Nigeria (et en particulier le Cameroun et le Tchad). Au bilan, des facteurs indirects, notamment d'ordre social (versement régulier des soldes, logements, etc.), ont eu un impact sur l'état moral et sur la combativité. Concomitamment, l'état moral et la combativité ont, eux, constitué un « multiplicateur d'efficacité opérationnelle. »

Il n'est pas rare que les armées africaines offrent un spectacle pitoyable d'indiscipline, de comportements abominables à l'encontre des civils (Soudan, Soudan du Sud), ou encore qu'ils cèdent rapidement face à un ennemi pourtant aussi peu efficace qu'eux et parfois moins bien armés. La facilité consiste

alors à percevoir les armées africaines comme mauvaises, avec de mauvais soldats. Toutefois, les choses sont plus complexes.

Prenons l'exemple des FARDC, considérées comme parmi les plus mauvaises d'Afrique. Qu'attendre de militaires dans un système où la corruption est omniprésente ? Schématiquement, si un chef ne rapporte pas suffisamment d'argent à sa hiérarchie, son unité en paiera le prix par une raréfaction des approvisionnements déjà limités. De là, rien d'étonnant à ce que les militaires rançonnent les civils. Qu'attendre de soldats qui savent que s'ils sont blessés, leurs chances de survie sont au mieux médiocres, faute d'évacuation sanitaire dans de bons délais ? Enfonçons le clou : qu'attendre de militaires qui savent que s'ils périssent, leur famille sera vouée à la misère, faute d'indemnités correctes et durables ? Beaucoup de militaires des FARDC sont courageux. Dans un contexte radicalement différent, bien commandés avec des officiers compétents et si le fléau de la corruption n'existait pas, ces hommes seraient des militaires honorables.

Les militaires africains ne sont pas « naturellement » et systématiquement mauvais. Ils peuvent être mauvais en raison de contextes conjoncturels et structurels déplorable (instabilité politique, corruption, budgets bancals et insuffisants, pays avec des infrastructures rares, etc.). Je reviens à l'exemple du Nigeria où les avancées (fragiles) en matière de professionnalisation ont rehaussé le niveau des militaires d'Abuja. Dès lors, ceux-ci ont été capables d'affronter Boko Haram bien plus efficacement.

RMS: Retour à l'histoire proche ou au présent. Aujourd'hui, quels sont les faits d'armes les plus significatifs des forces armées africaines? Pourquoi n'entend-on pas parler?

LT: Les faits d'armes africains sont nombreux tout au long de l'Histoire: des batailles livrées par les redoutés mercenaires numides dans l'Antiquité à aujourd'hui, la liste est longue. Aujourd'hui, les Africains, ou plus exactement les forces armées africaines, continuent d'écrire l'Histoire militaire de leur pays, de leur continent et, tout simplement l'Histoire militaire. Leurs faits d'armes ne sont pas systématiquement des victoires, mais ils sont bien des faits d'armes. Je citerai la bataille de Tabakeka, le 16 janvier 2014. Un groupement interarmes (à dominante blindée/mécanisée) ougandais, envoyé au Soudan du Sud afin d'y soutenir les autorités contre les insurgés du SPLM-IO, obtient la victoire dans des conditions très difficiles. Je pense à la bataille de Ben Guerdane livrée par des forces tunisiennes éminemment professionnelles contre les jihadistes, le 7 mars 2016. Je songe aussi à la bataille d'Halgan, entre les Éthiopiens et les Shabaab, en Somalie. Après toute une série de succès contre des camps de l'AMISOM, les jihadistes sont sévèrement étrillés le 9 juin 2016. Ils perdent au moins 110 combattants expérimentés.

A dessein, je ne mentionne que des succès. Parmi les trois succès en question, seule la bataille de Ben Guerdane a bénéficié d'un important traitement médiatique inter-national. Les deux autres n'ont eu d'écho, pour l'essentiel, que dans le pays d'appartenance des forces. Pourquoi y a-t-il une invisibilité quasi-systématique des faits d'armes africains ? Elle doit tout d'abord aux pays concernés qui communiquent peu, voire pas, sur leurs opérations. Il suffit de considérer la difficulté à obtenir des informations sur la bataille de Tabakeka. Ensuite, cette invisibilité doit à un état d'esprit qui n'est pas seulement étranger à l'Afrique, mais également ancré sur le continent. A savoir, » sans la moindre nuance. De là, les défaites sont davantage scrutées que les succès car ces derniers apparaissent

impossibles et ils sont donc a priori inexplicables.

Quant au regard porté sur les défaites, il nie l'idée que la défaite ne signifie pas forcément que les forces engagées aient démerité. Prenons l'exemple de la bataille de Bangui en mars 2013. Les forces sud-africaines, environ 200 hommes, affrontent environ 3'000 rebelles de la Séléka. Pendant treize heures d'un affrontement frénétique, les Sud Africains neutralisent plus de 500 rebelles au prix de 13 tués et 27 blessés. Ils ont mené une bataille qu'ils ne pouvaient gagner. En dépit de cela, les éléments déployés ont conservé leur cohésion et ne sont pas anéantis malgré la défaite négociée. Durant ces treize heures, des dizaines de milliers de cartouches de 5,56 et 7,62 mm sont tirées par les Sud-africains ; 12'000 cartouches de 12,7 mm ; 800 obus de mortiers de 81 mm, 288 roquettes de 107 mm...

RMS: En guise de conclusion, qu'il y a-t-il à apprendre des forces armées africaines? Quelles capacités et culture pourraient enrichir les armées occidentales?

LT: Il y a énormément à apprendre des forces armées africaines, et plus généralement de l'Afrique militaire. Les problèmes, les défaillances, sont une chose (et l'on peut apprendre desdits problèmes). Toutefois, cette réalité négative n'altère en rien une autre réalité: il existe bel et bien un phénomène guerrier africain (même si celui-ci est à l'image du continent; tout en contrastes), avec une manière d'appréhender et de faire la guerre qui n'a rien de commun avec ce que certains résument à de la « sauvagerie. »

Pour revenir à une histoire plus récente, la bataille de Bangui mentionnée plus haut constitue un cas d'école quant à la fragilité de dispositifs trop peu robustes, composés essentiellement de forces légères. Leur nature de forces spéciales ou d'unités parachutistes comme c'était le cas à Bangui, ne change rien au fait que sans appui sérieux, face à un adversaire numériquement très supérieur, il n'est envisageable que de retarder sa progression en espérant lui faire le plus « mal » possible tout en espérant l'arrivée de renforts. La bataille de Tabakeka illustre la valeur de l'interarmes (chars, véhicules blindés de combat d'infanterie, artillerie et aviation) même dans un contexte logistique tendu, avec la nécessité d'improviser des solutions pour contourner le manque d'infrastructures, de moyens de transport aériens militaires.

Je vous donne encore un exemple purement tactique, emblématique. Au cours de l'exercice Southern Accord 2017 (juillet-août 2017), un scénario définit classiquement une situation donnée; des militaires de l'US Army doivent réagir à un kidnapping perpétré par des insurgés dans une zone de bush. Les Américains de la 101^{ème} Division Aérienne qui lancent alors une patrouille agressive tombent dans une embuscade tendue par les Sud Africains qui jouent les « Opfor. » L'élément américain est virtuellement mis en pièces par les Sud-africains. Les Américains expliquent ensuite avoir beaucoup à apprendre. La réciproque est vraie. Néanmoins, il s'agit d'une réciproque et non pas d'une démarche à sens unique.

Les armées occidentales gagneraient à s'intéresser davantage aux guerres menées sur le sol africain, tant au cours de l'Histoire ancienne que récente et contemporaine. Elles savent être pragmatiques plutôt que juridiques. Elles savent faire beaucoup avec peu, en démontrant souvent d'incroyables capacités d'adaptation. Les armées africaines sont fascinantes. Elles le sont parce que le continent l'est. Et elles le sont parce que le « matériau » humain qui les compose est très souvent remarquable.

Propos recueillis par le cap Grégoire Chambaz